



**cme**c

Conseil des  
ministres  
de l'Éducation  
(Canada)

Council of  
Ministers  
of Education,  
Canada

## Réunion ministérielle sur l'éducation et réunion ministérielle conjointe sur l'éducation et l'emploi du G20

5 et 6 septembre 2018

Mendoza, Argentine

### Rapport de la délégation du Canada



## Table des matières

Introduction .....	3
Délégation du Canada .....	3
Principaux points de la discussion .....	4
Résultats clés.....	6
Conclusion .....	7



## Introduction

La réunion ministérielle sur l'éducation et la réunion ministérielle conjointe sur l'éducation et l'emploi du G20 ont eu lieu les 5 et 6 septembre 2018 à Mendoza, Argentine.

Le G20 a été fondé en 1999, les ministres responsables des finances et les gouverneurs et gouverneurs des banques centrales du G7 ayant vu la nécessité de créer un organisme plus vaste capable d'une plus grande influence face aux défis financiers de la communauté internationale. L'Argentine présidait le G20 en 2018, première année où l'éducation était inscrite à l'ordre du jour de l'organisme. C'est donc la première fois que le CMEC est représenté à cette table internationale.

Les discussions tenues aux réunions ministérielles, telles la réunion ministérielle sur l'éducation et la réunion ministérielle conjointe sur l'éducation et l'emploi du G20, éclaireront les échanges au Sommet du G20, les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2018, à Buenos Aires, Argentine.

La réunion ministérielle sur l'éducation et la réunion conjointe sur l'éducation et l'emploi du G20 ont donné aux ministres responsables de l'éducation et de l'emploi la possibilité de discuter de l'avenir du travail et des pratiques exemplaires en matière d'éducation et de formation de la main-d'œuvre future pour qu'elle soit munie des compétences nécessaires.

## Délégation du Canada

La délégation du Canada était présidée conjointement par M<sup>mes</sup> Tina Beaudry-Mellor, ministre de l'Enseignement supérieur de la Saskatchewan, à titre de coprésidente provinciale représentant le CMEC, et Patricia A. Hadju, ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, à titre de coprésidente fédérale. La délégation comptait en tout huit membres.

### CMEC

- M<sup>me</sup> Tina Beaudry-Mellor, ministre de l'Enseignement supérieur, Saskatchewan
- M<sup>me</sup> Antonella Manca-Mangoff, directrice, International, Secrétariat du CMEC

### Emploi et Développement social Canada (EDSC)

- M<sup>me</sup> Patricia Hajdu, ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail

- M. Daniel McKenzie, conseiller en politiques
- M. Stephen Johnson, directeur général, Information sur le marché du travail, Direction générale des compétences et de l'emploi
- M<sup>me</sup> Jacinthe Arsenault, gestionnaire, Relations internationales, Direction générale des politiques générales et de service
- M<sup>me</sup> Annie Boudrias, conseillère en communications, Affaires publiques et des relations avec les intervenants
- M<sup>me</sup> Beatriz Ventura, agente des affaires publiques, Ambassade du Canada en Argentine

## Principaux points de la discussion

Les déléguées et délégués des membres du G20 et des pays invités ont réitéré leur engagement à l'endroit des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, notamment l'ODD 4, « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. »

Pendant la réunion sur l'éducation, les ministres ont échangé leurs points de vue sur le rôle que joue l'éducation pour doter les élèves des compétences qu'exige le marché du travail d'aujourd'hui et de demain. Ils ont parlé des politiques clés mises en œuvre dans leur pays respectif liées à la réforme des programmes d'études, à la formation du personnel enseignant, aux stratégies novatrices en éducation et au financement de l'éducation, tant à l'échelon national qu'international.

M<sup>me</sup> Beaudry-Mellor a souligné le travail du CMEC sur les compétences globales, sur lesquelles insiste la déclaration ministérielle de Düsseldorf sur l'économie numérique ([http://unctad.org/meetings/en/Contribution/dtl\\_eWeek2017c02-G20\\_en.pdf](http://unctad.org/meetings/en/Contribution/dtl_eWeek2017c02-G20_en.pdf) – en anglais uniquement). Elle a précisé à quel point cette réforme des programmes d'études était alignée sur les initiatives internationales en éducation et se fondait sur de solides principes en littératie et en numératie. Les ministres ont réitéré l'importance d'enseigner aux jeunes les compétences fondamentales et de les former aux technologies numériques, notamment en leur montrant comment analyser et évaluer de grandes quantités de données numérique et en ligne. Ils ont de plus souligné la nécessité de développer chez les élèves d'aujourd'hui les attributs tels que la résilience et la motivation personnelle, compte tenu de l'imprévisibilité du monde du travail futur.

L'Argentine a insisté sur l'importance de promouvoir des parcours multiples et variables vers l'éducation permanente et d'adopter des programmes d'études qui s'adaptent aux pratiques fondées sur les données probantes et aux tendances du marché de l'emploi. C'est pourquoi le ministre de l'Éducation de l'Argentine a dit qu'il était important que l'éducation suive le rythme des innovations sociétales et technologiques telles que l'intelligence artificielle, les mégadonnées et Internet des objets.

En outre, l'importance du rôle de l'apprentissage appliqué a suscité de longues discussions. M<sup>me</sup> Beaudry-Mellor a souligné le rôle de premier plan joué par les écoles polytechniques à ce chapitre. Elle a de plus signalé l'importance du lien entre nos systèmes d'éducation provinciaux

et territoriaux et l'économie et le marché du travail et a précisé que l'investissement dans les compétences était une responsabilité tripartite partagée entre l'industrie, le personnel éducatif et le gouvernement. Elle a mentionné qu'en 2017 le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] avait adopté le *Cadre de référence du CMEC pour la réussite des transitions des élèves*, afin de soutenir la réussite continue des transitions des élèves et l'acquisition de compétences pour la vie de tous les jours et pour le travail.

La formation du personnel enseignant afin qu'il acquière l'ensemble approprié de connaissances et de compétences numériques est un enjeu clé dans tous les pays. M<sup>me</sup> Beaudry-Mellor a insisté sur l'importance pour le personnel enseignant de se préparer aux progrès de la numérisation. Elle a ajouté que plusieurs provinces et territoires répondaient aux appels en faveur de la littératie numérique ainsi qu'à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée en introduisant dans les systèmes primaires-secondaires le codage et la littératie financière et en prenant particulièrement soin de stimuler l'intérêt des filles pour ces matières. En poursuivant sur le thème de l'inclusion, elle a ajouté que sa province, la Saskatchewan, avait mis en œuvre des projets pilotes de robotique et de codage pour les élèves de la 4<sup>e</sup> à la 8<sup>e</sup> année dans deux réserves des Premières Nations. Elle a de plus signalé la multiplication des programmes dans les domaines de l'informatique et du génie logiciel afin de faciliter les échanges entre le milieu de la recherche universitaire, la population étudiante du postsecondaire et les membres de l'industrie. Ces programmes favorisent la collaboration et l'innovation, au sein de parcs scientifiques, et accélèrent le transfert vers les marchés des résultats des recherches menées par le secteur public.

Les ministres, particulièrement ceux de l'Argentine et de la Russie, ont de plus souligné la nécessité de recycler la main-d'œuvre plus âgée en prévision de changements à l'âge de la retraite. Les États-Unis ont insisté sur l'importance de coordonner l'emploi et l'éducation. Pour soutenir cet alignement, ils fusionneront dans les prochains mois les départements responsables de l'éducation et de l'emploi. À l'été 2018, ils ont également annoncé un financement de 150 millions de dollars pour offrir une formation professionnelle aux personnes touchées par la crise des opioïdes et les aider à réintégrer la société.

Singapour a particulièrement insisté sur l'ajout de l'apprentissage tout au long de la vie à ses priorités. En 2017, ce pays a lancé *SkillsFuture* (les compétences de demain) – une série de courts programmes de formation liée à l'industrie, axés sur les compétences émergentes. Cette initiative définit huit catégories : l'analytique des données, la finance, les services technohabilités, les médias numériques, la cybersécurité, l'entrepreneuriat, la fabrication de pointe et les solutions urbaines. Elle s'adresse aux Singapouriennes et Singapouriens qui souhaitent acquérir des connaissances de base ou perfectionner leurs compétences dans ces domaines émergents.

Le Japon continue à mettre au point une série de cours de formation en enseignement. De nouvelles lignes directrices pour son programme de formation en enseignement, à mettre en œuvre en 2025, insisteront sur les connaissances en gestion des affaires.

Grâce à ses écoles polytechniques, la République de Corée offre une formation à une clientèle élargie, notamment les 50-60 ans, avec l'objectif de prolonger leur employabilité. En revanche,

l'Arabie saoudite, où 60 p. 100 de la population a moins de 25 ans, veut que ses élèves acquièrent de solides compétences essentielles, générales et linguistiques.

M<sup>me</sup> Beaudry-Mellor a parlé des progrès réalisés au Canada en réponse aux *Appels à l'action* de la Commission de vérité et réconciliation du Canada, en ajoutant que plusieurs provinces et territoires avaient créé des possibilités de formation initiale et de formation en cours d'emploi pour que le savoir, l'histoire, les perspectives et les cultures autochtones soient intégrés dans les pratiques en classe et pour aider le personnel éducatif à soutenir l'éducation autochtone.

Enfin, les pays se sont engagés à consolider la coopération internationale et à chercher ensemble des solutions à leurs défis communs en apprenant les uns des autres, en échangeant leurs connaissances et leurs pratiques porteuses et en élaborant des initiatives conjointes de nature régionale, bilatérale et multilatérale.

## Résultats clés

### *Déclaration sur l'éducation et déclaration conjointe sur l'éducation et l'emploi*

Adoptées d'un commun accord par tous les pays membres du G20, la déclaration sur l'éducation et la déclaration conjointe sur l'éducation et l'emploi réaffirment le rôle unique de l'éducation comme moteur essentiel d'un développement équitable et durable et reconnaissent la nécessité de mettre l'éducation au cœur des priorités mondiales. Les ministres ont souligné le pouvoir transformateur, les résultats positifs et l'influence générale de l'éducation. Ils ont ajouté qu'elle était un outil essentiel pour relever les défis planétaires et contribuer au dialogue, au consensus et à la coopération.

Les provinces et les territoires ont été consultés au sujet de la déclaration sur l'éducation et de la déclaration conjointe sur l'éducation et l'emploi (Annexes I et II, en anglais uniquement), et la plupart de leurs commentaires ont été intégrés dans les déclarations avant les réunions. Toutefois, les réunions préparatoires des 4 et 5 septembre ont fourni au Canada une autre occasion de négocier avec succès divers ajouts aux deux déclarations. Les négociations les plus importantes ont permis l'ajout d'un libellé au sujet des environnements d'apprentissage sécuritaires, de l'apprentissage et de l'expérience en milieu de travail ainsi que d'un minimum de 12 ans de scolarité, ce dernier concept étant particulièrement important pour les filles dans les pays en développement. Quelques pays (dont l'Inde, la Chine et les États-Unis) ont fait part de leur opposition, mais le Royaume-Uni et l'UNESCO ont appuyé les modifications demandées.

Avant les réunions, l'Argentine avait envoyé aux pays membres une demande pour qu'ils contribuent à une base de données sur laquelle elle travaillait, appelée *Global Campus* (campus mondial), qu'elle a présentée aux réunions. Cette plateforme vise à fournir des renseignements sur les bourses internationales offertes dans chaque pays aux étudiantes et étudiants, aux chercheuses et chercheurs et aux enseignantes et enseignants. Le Canada n'a pas encore accepté de contribuer à ce projet; toutefois, le CMEC enverra aux ministres un memorandum pour déterminer quelle pourrait être la participation potentielle du Canada.

## ***Réunions 2019 et 2020 du G20***

À la réunion ministérielle sur l'éducation du G20, M<sup>me</sup> Beaudry-Mellor a félicité l'Argentine d'avoir fait de l'éducation l'une des priorités du G20 et a souligné le lien étroit entre l'éducation et le monde du travail. La majorité des pays ont appuyé les interventions de M<sup>me</sup> Beaudry-Mellor et, en réponse aux commentaires de la ministre, le Japon a annoncé qu'il planifiait maintenant un colloque sur l'éducation dans les mois précédant la réunion du G20 à la fin de l'automne 2019. Le Japon assumera la présidence du G20 en 2019 et, fait important, ne comptait pas, avant la réunion, inscrire l'éducation à l'ordre du jour. De plus, l'Arabie saoudite, qui assumera la présidence du G20 en 2020, a annoncé qu'elle ajouterait elle aussi au programme de la réunion du G20 dont elle sera l'hôte une réunion portant exclusivement sur l'éducation.

## ***Réunions bilatérales et rencontres non officielles***

Aux réunions bilatérales avec l'Inde et la Chine, les hauts responsables de ces deux pays ont exhorté le Canada à envoyer plus de ses citoyennes et citoyens étudier à l'étranger.

M<sup>me</sup> Mercedes Miguel, secrétaire à l'éducation de l'Argentine, a demandé au Canada d'aider son pays avec la réforme prochaine de son programme d'études des mathématiques en lui faisant profiter de son expertise en enseignement et en apprentissage de cette matière.

Enfin, le CMEC a eu la chance de s'entretenir avec M<sup>me</sup> Stefania Giannini, nouvellement nommée au poste de sous-directrice générale pour l'éducation de l'UNESCO, qui s'est réjouie d'avance à l'idée d'en apprendre davantage sur le travail du CMEC en éducation des Autochtones et qui a proposé des activités pour promouvoir ce travail dans un avenir proche.

## **Conclusion**

À titre de premier pays à assumer la présidence du G20, l'Argentine a été saluée pour l'audace dont elle en fait preuve en faisant de l'éducation une priorité du G20 et en la plaçant au centre des préoccupations des chefs d'État et des établissements internationaux. La réunion ministérielle sur l'éducation et la réunion ministérielle conjointe sur l'éducation et l'emploi du G20 marquent un tournant décisif pour ce dernier. En ciblant l'éducation comme priorité, ces deux réunions aideront les chefs d'État à reconnaître le rôle fondamental de l'éducation dans la création de sociétés saines et d'une main-d'œuvre instruite, apte à relever les défis de demain. La position exprimée par le Canada en faveur du maintien de l'éducation comme priorité du G20 a eu une influence manifeste. Il est recommandé que le CMEC participe au colloque sur l'éducation à Tokyo, Japon, en 2019, et à la réunion du G20 sur l'éducation, à Riyad, Arabie saoudite, en 2020.